

Communauté de Communes

MEUSE ROGNON

Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal



Avis conforme MRAe
et décision du conseil
communautaire

Vu pour être annexé à la délibération du XX/XX/XXXX
approuvant les dispositions de la modification simplifiée n°3
du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Fait à Illoud,
Le Président,

MODIFIÉ LE : XX/XX/XXXX

Dossier 22045211
27/09/2023

réalisé par



Auddicé Urbanisme
Agence Grand Est
Espace Sainte-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
03 26 64 05 01



Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est

**Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article
R.104-33 du code de l'urbanisme pour
la modification simplifiée n°3 du Plan local d'urbanisme
intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Meuse-
Rognon (52)**

n°MRAe 2023ACGE102

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 modifié portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 21 septembre 2020, des 11 mars et 23 novembre 2021, du 28 novembre 2022 ainsi que du 19 juillet 2023, portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2023 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 20 juillet 2023 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'avis conforme réceptionnée le 13 juillet 2023 et déposée par la communauté de communes Meuse-Rognon (52), compétente en la matière, relative à la modification simplifiée n°3 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de ladite communauté de communes, en application des articles R.104-33 deuxième alinéa à R.104-35 du code de l'urbanisme ;

Par délégation de la MRAe, son président a rendu l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture ;

Considérant que le projet de modification simplifiée n°3 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Meuse-Rognon (10 638 habitants, INSEE 2020) porte sur les points suivants :

- Point 1 : modification des destinations et sous-destinations autorisées dans la zone urbaine UE, correspondant aux espaces recevant des équipements publics ou d'intérêt collectif ;
- Point 2 : modification du périmètre de l'Orientación d'aménagement et de programmation (OAP) relative à la commune de Breuvannes-en-Bassigny, par le retrait du 1^{er} des 3 secteurs concernés ;

Point 1

Considérant que la présente modification simplifiée autorise désormais au sein des zones UE les activités de restauration ainsi que les établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale ;

Observant que :

- l'autorisation en zone UE des activités de restauration et des établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale a notamment pour objectif d'anticiper la mutation de certains bâtiments et de renforcer l'attractivité du territoire à travers les activités de services à la population et les commerces ;

- les activités de restauration sont déjà autorisées en zones urbaines et à urbaniser UA, UB, UT, UX, UY, 1AUx et 1AUy, en zone agricole A (sous conditions) et en zone naturelle Nc et Nt ;
- les établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale sont déjà autorisés en zone UA, UB et US.

Recommandant, pour les établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale construits dans ces zones, d'éviter les zones concernées par des risques naturels (notamment d'inondation) qui pourraient affecter ces constructions et les publics sensibles concernés ;

Point 2

Considérant que :

- l'OAP de Brevannes-en-Bassigny en vigueur avait été mise en place pour veiller notamment à une densité de 10 logements à l'hectare dans 3 secteurs de zones urbaines UB ;
- sur l'un des secteurs (le n°1, chemin des Fleurs, d'une superficie de 0,36 hectare), la commune souhaite désormais construire une halle des sports multi-activités, ce qui est autorisé dans la zone UB concernée mais non réalisable dans le cadre de l'obligation de respect de la densité exigée par l'OAP actuelle ;
- les secteurs 2 et 3 restent couverts par l'OAP en vigueur.

Observant que cette modification d'OAP doit permettre la réalisation en zone urbaine d'un équipement sportif structurant à l'échelle de l'intercommunalité, sans incidences significatives sur l'environnement ou le paysage urbain ;

AVIS CONFORME

Au vu de l'ensemble des informations fournies par la communauté de communes Meuse-Rognon, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente demande d'avis :

- **la modification simplifiée n°3 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine** au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- **et il n'est pas nécessaire de la soumettre à évaluation environnementale** par la personne publique responsable, la communauté de communes Meuse-Rognon ;
- l'Ae attire cependant l'attention de ladite communauté de communes sur sa **recommandation formulée ci-avant.**

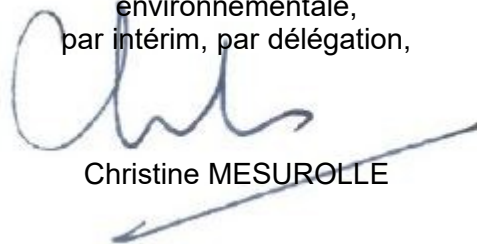
Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme la communauté de communes Meuse-Rognon rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public par voie électronique.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de la MRAe Grand Est.

Fait à Metz, le 4 septembre 2023

La présidente de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par intérim, par délégation,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Christine Mesurolle', with a long horizontal stroke extending to the right.

Christine MESUROLLE

Monsieur Nicolas LACROIX,
Le Président
Départ : HAUTE-MARNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES MEUSE ROGNON

Arrond. : CHAUMONT

délibération :
D_2023_7_100

L' an deux mille vingt trois, le lundi 25 septembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire salle des fêtes Aillianville, sous la présidence de Monsieur LACROIX Nicolas, Le Président.

Nombre de délégués en exercice
: 77

Date de convocation du : 15 Septembre 2023

Présents : 49

Votants : 59

Titulaires : Madame BEGIN Dominique, Madame BOURCELOT Anne-Claire, Madame CHARLET Monique, Madame DUTANT Laurence, Madame FLAMMARION Marie-Claude, Madame GAUVAIN Christelle, Madame HENRISSAT Laëtitia, Madame JACQUEMIN Monique, Madame JOFFROY Marie-France, Madame KOMONS Marie Laurence, Madame LADIER Gisèle, Madame LERAT Marion, Madame PAROT Sylvie, Madame TRELAT VALLON Françoise, Monsieur BARAUX Philippe, Monsieur BOULART Michel, Monsieur BOUVENOT Francis, Monsieur BRAYER Jean-Claude, Monsieur CAUSSIN Mathieu, Monsieur CHARROYER Christophe, Monsieur COLAS Jean-Pierre, Monsieur COSSON Claude, Monsieur COURTIER Vincent, Monsieur CRETINEAU Patrice, Monsieur DESNOUVEAUX Gilles, Monsieur ECOSSE Laurent, Monsieur EMPRIN Jean-Pierre, Monsieur FABRE Frédéric, Monsieur GARLINSKI Fabrice, Monsieur GRAILLOT Philippe, Monsieur GUNTHER Jean-François, Monsieur GUY Bernard, Monsieur HASSELBERGER Laurent, Monsieur HUOT Sébastien, Monsieur LACROIX Nicolas, Monsieur LENE Gérard, Monsieur LEROUX Philippe, Monsieur LIMAUX Christophe, Monsieur LUISIN Bernard, Monsieur MARIE Edouard, Monsieur MASSAUX Hugues, Monsieur MAZELIN Thierry, Monsieur MOCQUET Thierry, Monsieur NUFFER Jean-Philippe, Monsieur THEODORIDES Gérard, Monsieur THEVENIN Jean-Christian, Monsieur THOMAS Francis

Objet : Modification simplifiée
du PLUi n°3 : non-réalisation
d'évaluation environnementale

Suppléant(s) en situation délibérante : Madame MASONI Célia, Monsieur NORIS Guy

Pouvoirs :

Madame BECUS Annie a donné pouvoir à Monsieur BRAYER Jean-Claude
Madame MONGIN Françoise a donné pouvoir à Monsieur GARLINSKI Fabrice
Madame NOBLOT Marie-Antoinette a donné pouvoir à Monsieur GUY Bernard
Madame VARIS Jessica a donné pouvoir à Monsieur GUNTHER Jean-François
Monsieur DECORSE Jean Guillaume a donné pouvoir à Monsieur LIMAUX Christophe
Monsieur FONTAINE Romuald a donné pouvoir à Madame PAROT Sylvie
Monsieur HASELVANDER Jonathan a donné pouvoir à Madame KOMONS Marie Laurence
Monsieur PATRITTI Michel a donné pouvoir à Monsieur FABRE Frédéric
Monsieur PETIT Didier a donné pouvoir à Monsieur HASSELBERGER Laurent
Monsieur ROUYER Emmanuel a donné pouvoir à Madame LERAT Marion

Absent(s) :

Excusé(s) : Madame BECUS Annie, Madame BOURG Béatrice, Madame MONGIN Françoise, Madame NOBLOT Marie-Antoinette, Madame VARIS Jessica, Monsieur BERNARD Arnaud, Monsieur BILLETTE Raphaël, Monsieur CUNIN Philippe, Monsieur DECORSE Jean Guillaume, Monsieur DEPOISSON Emmanuel, Monsieur DUPONT Jacky, Monsieur FONTAINE Romuald, Monsieur HASELVANDER Jonathan, Monsieur JEANDEMANGE Claude, Monsieur KIMS Eric, Monsieur KLEIN Jean-Claude, Monsieur LAMBERT Pierre Jean, Monsieur LAUMONT Jean-Claude, Monsieur MARTINS François, Monsieur PATRITTI Michel, Monsieur PETIT Didier, Monsieur RAVENEL Jean-Pierre, Monsieur RENARD Daniel, Monsieur ROGI Christophe, Monsieur RONDOT Dominique, Monsieur ROQUIS Claude, Monsieur ROUTIER Alain, Monsieur ROUYER Emmanuel, Monsieur VAN COPPENOLLE Arnaud, Monsieur VOLOT Julien

Secrétaire de Séance : Madame Sylvie PAROT

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles R.104-34 à R.104-37 ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal approuvé le 28 septembre 2021, modifié le 13 mars 2023 ;

Vu l'arrêté du 04 juillet 2023 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°3 du PLUi ;

Vu le dossier et le courrier de saisine transmis à la MRAE le 13 juillet 2023 pour avis conforme ;

Vu l'avis conforme de la MRAE n°2023ACGE102 sur la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale en date du 04 septembre 2023 et confirmant l'absence de réaliser ladite évaluation dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°3 du PLUi.

Considérant que le projet de modification simplifiée n°3 du PLUi porte sur les deux points suivants :

- Point 1 : modification des destinations et sous-destinations autorisées dans la zone urbaine UE, correspondant aux espaces recevant des équipements publics ou d'intérêt collectif ;

- Point 2 : modification du périmètre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) relative à la commune de Breuvannes-en-Bassigny, par le retrait du 1^{er} des 3 secteurs concernés.

Observant que :

- Point 1 :
 - o L'autorisation en zone UE des activités de restauration et des établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale a notamment pour objectif d'anticiper la mutation de certains bâtiments et de renforcer l'attractivité du territoire à travers les activités de services à la population et les commerces ;
 - o Les activités de restauration sont déjà autorisées en zones urbaines et à urbaniser UA, UB, UT, UX, UY, 1AUx et 1AUy, en zone agricole A (sous conditions) et en zone naturelle Nc et Nt ;
 - o Les établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale sont déjà autorisés en zone UA, UB et US.

La MRAE recommande, pour les établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale construits dans ces zones, d'éviter les zones concernées par des risques naturels (notamment d'inondation) qui pourraient affecter ces constructions et les publics sensibles concernés ;

- Point 2 : la modification d'OAP doit permettre la réalisation en zone urbaine d'un équipement sportif structurant à l'échelle de l'intercommunalité, sans incidences significatives sur l'environnement ou le paysage urbain.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **NE PAS REALISER** d'évaluation environnementale dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°3 du PLUi.

- **CHARGER** le Président, ou son représentant, de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 59 Contre : 0 Abstention : 0

Emis le 25/09/2023

Transmis en Préfecture et rendu exécutoire



Le Président,

Nicolas LACROIX